L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, NO. 73 RUE DES CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

JEUDI MATIN, 13 MAI.

La crise en Europe et la presse de New-York.

Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis*.

Tous les journaux et les correspondances récemment arrivés d'Europe attestent qu'il règne partout un grand malaise et une grande inquiétude. Il y a longtemps que les prophètes de malheur ont prédit la guerre pour la saison d'été qui s'avance; cependant, lassés des prédictions, répétées à l'état de rumeur, n'avaient pris la consistance qu'elles ont revêtue depuis quelque temps. A toute autre époque, aucun des incidents qui se sont produits et où presque toutes les puissances européennes ont eu à se défendre des menaces ou des caresses de M. de Bismark, n'aurait pas isolément de nature à mettre la paix en péril; mais leur ensemble et la marche sinueuse qu'ils ont suivie ne laissent aucun doute sur l'esprit qui anime le gouvernement allemand, et sur le but qu'il poursuit. Les dernières négociations entre ce gouvernement et la Belgique ont été un trait de lumière irrécusable pour les moins perspicaces; certaines journaux allemands eux-mêmes ne dissimulent plus l'impatience d'une lutte décisive, et l'on dit avec assurance,—non comme un *bruit*, mais comme un fait accompli,—que le 10 de ce mois la question de la guerre doit être définitivement décidée à Berlin dans une entrevue entre l'empereur d'Allemagne et le czar de Russie.

Nous avons déjà signalé et commenté l'attitude respective des deux nations, et nous avons cité les principaux articles publiés par la presse de Paris en protestation contre les perfidies et les provocations de la presse allemande; il nous reste à donner la parole aux journaux américains, et à montrer quel jugement ils portent sur les faits eux-mêmes et sur les conséquences qu'ils peuvent avoir.

Le récent article du *Times* de Londres est le point de départ de la nouvelle phase dans laquelle sont entrées les préoccupations des publicistes américains, et l'imminence d'une explosion possible, présentée par ce journal, leur a donné un caractère plus sérieux qu'elles n'avaient affecté jusqu'à ce jour. Tout le monde a encore présentes à l'esprit les révélations anxiétées auxquelles est en proie la nation allemande, et que l'*Evening Mail* résume en ces termes:

"Que les vues exposées dans le *Times*, de Londres, par son correspondant parisien soient celles d'un parti nombreux et influent en Allemagne, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Ces vues sont, en substance, que la guerre doit être entreprise immédiatement; que les Allemands doivent marcher sur Paris et prendre une position qui serait signé un nouveau traité de paix, aux termes duquel la France abandonnerait l'importante place de Belfort, d'où elle menace l'Allemagne; son armée active serait limitée, et elle aurait à payer dix milliards en vingt ans; si la France refusait de signer, Paris devrait être attaqué.

"Il serait hideux de dire que ces vues sont celles d'un parti de bonte-feu et d'oltrad, ayant peu de poids auprès de Bismarck et du gouvernement allemand. Ceux qui les soutiennent ont un puissant allié dans le désir de l'Allemagne de se débarrasser des immenses armements auxquels elle est obligée en face de la France, et des dépenses insoutenables qu'ils entraînent. Il n'y a qu'un moyen de secouer ce fardeau écrasant, c'est de faire la guerre sans retard. En Falsemence d'a-Prusse ont eu toutes facilités pour préparer leurs plans et garder leurs secrets. Et il n'est nullement improbable que, à courtrent en France. Les politiques d'Europe semblent penser que la situation dépend beaucoup de la prochaine entrevue du czar et de l'empereur d'Allemagne; mais nous ne pensons pas que cette entrevue ait une grande influence sur le résultat. Ce qui est certain, c'est que le conflit, s'il doit jamais prochainement éclater, ne sera pas provoqué par la France. L'Allemagne décidera de la paix ou de la guerre."

Le *Herald*, après avoir résumé de même la correspondance du *Times*, poursuit en ces termes:

Il n'y a pas de doute que le parti militaire en Allemagne n'ait vu avec un amer désappointement et une vive alarme les résultats de la guerre récente. La France croyaient qu'ils avaient écrasé ce pays, et ils n'étaient pas hommes à se former une opinion à la légère. Bismark avait été ministre en France, et il connaissait bien le pays. Le fait qu'il s'est trompé sur les conséquences d'un traité qu'il croyait détruire que la puissance française, même après que le peuple possédé des qualités qui ne lui étaient pas généralement reconnues.

....Comment l'Allemagne, en pleine lumière de notre civilisation, après avoir commis cette erreur, peut elle songer à en commettre une autre par une guerre sans motif contre la France! Une telle guerre ne ne manquerait pas de mettrait l'opinion publique du monde entier du côté de la France. Ce serait une guerre misérable, cruelle, impitoyable. Les Français ont payé leur indemnité. Ils se sont soumis à la perte de leurs territoires. Ils ont rempli toutes leurs obligations internationales. Il ont supporté sans plainte insulte sur insulte de la part de Bismark, et maintenant, simplement pour frapper la France parce que son peuple a fait preuve de vitalité et d'énergie;—parce qu'il se relève des misères et des malheurs de la guerre, ce serait un crime anti-chrétien.... Le seul fait qu'une telle guerre est possible est une tache sur l'honneur de ce siècle."

Le *Times* de New-York, après avoir exposé les difficultés intérieures créées par la politique religieuse de M. de Bismark, place quelque espoir de paix dans l'incertitude de l'attitude que prendraient la Russie, l'Autriche et l'Italie dans un conflit; il contient cependant en exprimant la pensée que l'empereur de Russie n'a pas dû oublier que c'est à la France qu'il doit la ruine de sa puissance dans la Mer Noire, et que par conséquent il y a peu à espérer de sa bienveillance envers cette nation. Le *Times* conclut en ces termes:

"Quand on a présentes à l'esprit des éventualités politiques si multiples que celles auxquelles nous avons fait allusion, il ne faudrait point s'étonner qu'une voie la plus courte pour sortir d'une situation si pleine de perplexités et de dangers avec certitude relativement à une telle lutte, c'est que, à quelque moment qu'elle arrive, elle impliquera nécessairement les principales nations de l'Europe et devra finalement en changer la distribution territoriale depuis la mer du Nord jusqu'aux Dardanelles."

La *Tribune* place en regard les aspirations de la France et les appréhensions de l'Allemagne.

"Pas un Français, dit-elle, n'il dit sincèrement le fond de sa pensée, n'ose s'imaginer que l'Alsace et la Lorraine soient à jamais perdues pour la France. De plus, les Français considèrent qu'ils sont cinq milliards hypothéqués sur leur hostilité contre la Prusse.... Par conséquent, il n'est pas un Français qui prêche la paix; pas un politicien qui veuille risquer sa part de popularité en conseillant la bienveillance et la conciliation envers la Prusse. Le plus qu'on ose faire, c'est de conseiller la patience, afin que la France ait le temps de reconstruire sa prospérité et sa puissance écroulées.....

Il n'y a pas, plus de sentiments pacifiques en Allemagne qu'en France. Les hommes d'Etat de premier rang disent franchement que la pénalité de leurs défaites, est l'obligation de se tenir éternellement prêts à descendre par les armes ce qui a été conquis par les armes. Dans ces termes, tout le monde est d'accord; mais il y a un parti nombreux et influent qui va plus loin. Il croit que la France n'est pas passivement, mais activement hostile, qu'elle est presque prête à prendre l'offensive, et qu'il est nécessaire de l'écraser maintenant, par mesure de précaution.....

Suit la conclusion: "Si la France ne veut pas se battre, il faut lui imposer un nouveau traité qui limite son armée, lui enlève une nouvelle forteresse ou deux, et épuise ses ressources pour de longues années."

L'*Evening Mail*, qui a déjà montré un esprit d'esprit pessimiste, conclut encore dans son article:

....En résumé, la situation semble telle qu'il est à peu près aussi impossible qu'on puisse imaginer de conserver quelque espoir pour la conservation de la paix pendant la présente saison d'été."

Il ne peut rien être ajouté à un tel exposé; il ne peut rien être ajouté à un tel exposé; il ne peut rien être ajouté à un tel exposé;